
Ministère du Revenu

Rapport
annuel
1998-1999

Cinquième partie

Gestion des ressources

Le ministère du Revenu du Québec compte sur d'importantes ressources pour accomplir sa mission et répondre adéquatement à sa clientèle. À cet égard, il se donne des objectifs de rigueur, d'efficacité et d'efficacités qu'il traduit à tous les paliers de gestion. Par ailleurs, il a voulu reconnaître le rôle particulièrement stratégique de son personnel et il s'est donné pour ce faire une orientation spécifique à ce chapitre.

■ L'orientation

Miser sur l'expertise et l'engagement des employés pour atteindre les résultats attendus par la clientèle et le gouvernement

La capacité du Ministère d'accomplir sa mission repose en majeure partie sur l'expertise de ses gestionnaires et de ses employés. Elle dépend également des efforts que le Ministère consacre pour les soutenir dans leurs démarches de perfectionnement. Plusieurs révisions de processus ont permis d'améliorer l'efficacité des différents secteurs du Ministère ; il doit intensifier les révisions de type ministériel pour que tous les gestionnaires et les employés s'associent non seulement à l'atteinte des objectifs de leur secteur mais aussi aux objectifs ministériels. Le Ministère a également pris l'engagement d'intensifier la formation et le perfectionnement de tout son personnel.

■ Les faits marquants de l'année

- La création d'un comité ministériel de formation afin de renforcer le développement des compétences du personnel
- Des interventions axées sur les conseils et le soutien du personnel dans le cadre de la régionalisation des activités de la métropole
- Un suivi rigoureux concernant l'éthique, la confidentialité et l'accès aux données et aux systèmes
- Des investissements importants dans des systèmes informatiques pour soutenir les activités et le Plan d'action de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir

5.1 Les ressources humaines

5.1.1 Le profil des ressources

L'effectif du Ministère en 1998-1999 était de 8 758,5 équivalents à temps complet (ETC). Le tableau 23 présente l'effectif réparti par principales activités, ainsi que le pourcentage des efforts consacrés à chaque type d'activité.

Les données de l'exercice financier 1998-1999 montrent notamment une augmentation de 189,1 ETC par rapport à l'exercice précédent. Cette croissance est en majeure partie attribuable au renforcement des activités du Programme de perception des pensions alimentaires et à l'investissement dans la réforme de la fiscalité des particuliers. Cet effectif a été essentiellement assigné aux activités opérationnelles, puisque le pourcentage de personnel de soutien et d'encadrement a décru. Il faut souligner à cet effet que le ratio d'encadrement a été porté à 1/23 en 1998-1999, dépassant largement la moyenne gouvernementale qui est de 1/16.

5.2 Les ressources financières

5.2.1 Le budget 1998-1999

Les crédits totaux du Ministère à la fin de l'exercice financier 1998-1999 s'élèvent à 946,1 millions de dollars, incluant le budget du compte de gestion TPS. En baisse de 249,2 millions de dollars par rapport aux comptes publics de l'exercice financier précédent, cette variation s'explique par les principaux facteurs suivants :

- une diminution du budget des crédits permanents de 265,6 millions de dollars, dont 244,9 millions de dollars pour la dépense relative aux créances douteuses, 20 millions de dollars pour le budget de la dépense d'intérêts et 0,7 million dans les indemnités versées aux mandataires ;
- une augmentation du budget des crédits votés de 19,2 millions de dollars, dont une majoration de 16,8 millions de dollars des crédits affectés aux fonds spéciaux des pensions alimentaires et des technologies, une addition de 7,6 millions de dollars de crédits pour financer diverses activités opérationnelles du Ministère et, finalement, une diminution de 5,2 millions de dollars des crédits affectés au Fonds spécial de perception ;
- une diminution de 2,7 millions de dollars des crédits extrabudgétaires du compte de gestion TPS.

Tableau 26
Sommaire du budget⁽¹⁾
Exercices financiers 1997-1998 et 1998-1999

Par programme	Montant (000 \$)	
	1997-1998	1998-1999
Programme 01 – Administration fiscale	1 089 928	843 507
Compte de gestion TPS	105 319	102 578
Total	1 195 247	946 085
Par crédits	Montant (000 \$)	
	1997-1998	1998-1999
Crédits votés	366 761	385 946
Crédits permanents	723 167	457 561
Somme partielle	1 089 928	843 507
Crédits extrabudgétaires	105 319	102 578
Total	1 195 247	946 085

1. Comptes publics 1997-1998 et données préliminaires des comptes publics 1998-1999.

■ Les dépenses engagées en 1998-1999

En 1998-1999, les dépenses du Ministère se sont élevées à 943,7 millions de dollars et se répartissent comme suit :

- Au chapitre des crédits votés, les dépenses de rémunération, de fonctionnement, d'acquisition d'immobilisations et de transfert ainsi que la dépense d'affectation aux fonds spéciaux se sont chiffrées à 385,9 millions de dollars en conformité avec les crédits alloués.
- Au chapitre des crédits permanents, la dépense associée aux mandataires fiscaux, au surintendant des faillites et à l'allocation du ministre ainsi que les dépenses d'intérêts et de la provision pour créances douteuses se sont élevées à 457,5 millions de dollars en conformité avec les crédits modifiés apparaissant aux comptes publics.
- Finalement, la dépense extrabudgétaire pour l'administration de la TPS sur le territoire du Québec s'est chiffrée à 100,3 millions de dollars par rapport au budget prévu de 102,6 millions de dollars, représentant des crédits non utilisés de 2,3 millions de dollars.

Tableau 27
Sommaire des dépenses⁽¹⁾
Exercices financiers 1997-1998 et 1998-1999

	Montant (000 \$)	
	1997-1998	1998-1999 ⁽²⁾
Dépenses relatives aux crédits votés		
Programme 01 – Administration fiscale		
Rémunération	222 216	238 264
Fonctionnement	64 734	60 478
Acquisition d'immobilisations	559	1 034
Transfert	115	105
Affectation aux fonds spéciaux		
Fonds de perception	42 928	37 720
Fonds des pensions alimentaires	23 261	29 607
Fonds des technologies de l'information	8 001	18 646
Somme partielle	361 814	385 854
Dépenses relatives aux crédits permanents		
Mandataires fiscaux, surintendant des faillites et allocation du ministre	5 040	5 035
Intérêts	68 104	48 100
Provision pour créances douteuses	649 316	404 398
Somme partielle	722 460	457 533
Dépenses extrabudgétaires		
Compte de gestion TPS	103 635	100 301
Total	1 187 909	943 688

1. Comptes publics 1997-1998 et données préliminaires des comptes publics 1998-1999, incluant la contribution du Ministère aux fonds spéciaux.

2. Les données sur les dépenses de 1998-1999 peuvent être modifiées jusqu'à la publication des comptes publics.